



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

—  
 QUÉBEC, SAMEDI, 14 OCTOBRE 1905

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2967

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN  
 CHANCELLERIE.

Québec, 12 octobre 1905.

Le septième jour d'octobre mil neuf cent cinq, Monsieur George Washington Stephens, courtier, de la cité de Montréal, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Montréal, Division No 4.

L. G. DESJARDINS,  
 3427 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-troisième jour de septembre 1905, d'ajouter à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. André E. Lamalica, du Dominion Adjustment Office, et C. Ernest Gault, courtier, tous deux de la cité de Montréal.

District d'Ottawa. — Thomas D. Sayer, maire d'Aylmer, dans le comté d'Ottawa. 3389

PROVINCE OF QUEBEC

—  
 QUÉBEC, SATURDAY, 14th OCTOBER, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2968

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN  
 CHANCERY.

Québec, 12th October, 1905.

The seventh day of October, one thousand nine hundred and five, George Washington Stephens, esquire, broker, of the city of Montreal, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec, to represent the electoral district of Montreal, Division No. 4.

L. G. DESJARDINS,  
 3428 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty third day of September, 1905, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs. André E. Lamalica, of the Dominion Adjustment Office, and C. Ernest Gault, broker, both of the city of Montreal.

District of Ottawa. — Thomas D. Sayer, mayor of Aylmer, in the county of Ottawa. 3390

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-troisième jour de septembre 1905, de nommer M. Alfred François-Xavier Desève, marchand, de Magog, greffier de la cour du magistrat et greffier de la cour de circuit pour le comté de Stanstead, siégeant à Magog. 3391

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nominations de commissaires d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5 octobre courant, 1905, de faire les nominations suivantes savoir :

Lévis, Saint-Etienne.—MM. Victor Marois, Napoléon Arguin et Modeste Bilodeau, en remplacement, le premier de M. Johnny Carrier, le second, en remplacement de M. Hubert Blanchet, et le troisième, en remplacement de M. Georges Chamberland, démissionnaires.

Québec, Tewkesbury No 2.—MM. Joseph Plamondon et Adolphe Simoneau, en remplacement de MM. Alex. McKee et Louis Poulin, dont le terme d'office est expiré. 3399

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty third day of September, 1905, to appoint Mr. Alfred François Xavier Desève, merchant, of Magog, clerk of the magistrate's court and clerk of the circuit court for the county of Stanstead, sitting at Magog. 3392

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Appointments of school commissioners.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of October instant, 1905, to make the following appointments, to wit :

Lévis, Saint Etienne.—Messrs. Victor Marois, Napoléon Arguin and Modeste Bilodeau, the first, one to replace Mr. Johnny Carrier, the second, to replace Mr. Hubert Blanchet, and the third, to replace M. Georges Chamberland, resigned.

Quebec, Tewkesbury No. 2. — Messrs. Joseph Plamondon and Adolphe Simoneau, to replace Messrs. Alex. McKee and Louis Poulin, whose term of office has expired 3400

Proclamations

Canada }  
Province de } L. A. JETTE.  
Québec. }  
{ [L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SIXIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en no recité de Québec :

SABEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande ease et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le CINQUIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à celles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTE.  
Quebec. }  
{ [L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY SIXTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and five, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the FIFTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec.

2969

GREY.

[L.S.]

CANADA

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

C. FITZPATRICK, } ATTENDU qu'il a plu  
Procureur général, } au Dieu Tout-Puissant,  
Canada, } dans sa bonté extrême,  
d'accorder au Canada cette année une abondante moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le vingt-sixième jour d'octobre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Très bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir ALBERT HENRY GEORGE, COMTE GREY, Vicomte Howick, Baron Grey de Howick, dans le comté de Northumberland, dans la pairie du Royaume-Uni, et Baronnet ; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'OTTAWA, ce DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

R. W. SCOTT,

Secrétaire d'Etat.

3311-2

GREY.

[L.S.]

CANADA.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

C. FITZPATRICK, } ATTENDU que le neu-  
Procureur-Général, } vième jour de novem-  
Canada, } bre de la présente année  
étant le jour anniversaire de Notre naissance, Nous avons jugé convenable d'en fixer la célébration à une date ultérieure,—

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

2970

GREY.

[L.S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

C. FITZPATRICK, } WHEREAS it has  
Attorney General, } pleased Almighty  
Canada, } God, in His Great Good-  
ness to vouchsafe this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint Thursday, the twenty sixth day of October next, as a day of thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured during this present year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir ALBERT HENRY GEORGE, EARL GREY, Viscount Howick, Baron Grey of Howick, in the County of Northumberland, in the Peerage of the United Kingdom, and a Baronet ; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this NINETEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By Command,

R. W. SCOTT,

Secretary of State.

3312

GREY.

[L.S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION

C. FITZPATRICK, } WHEREAS the ninth  
Attorney General, } day of November in  
Canada, } this present year being Our  
Birthday, We deem it expedient that a later day should be fixed for the celebration thereof,—

SACHEZ maintenant que, de l'avis de Notre Conseil Privé pour le Canada, Nous proclamons et déclarons quz jeudi, le vingt-quatrième jour de mai, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent six, est par le présent fixé comme jour de la célébration de l'anniversaire de Notre naissance. Néanmoins c'est Notre bon plaisir que le salut usuel en l'honneur de Notre dit anniversaire de naissance soit tiré à tous les postes militaires le dit neuvième jour de novembre prochain.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Très Bien-aimé Cousin le Très Honorable SIR ALBERT HENRY GEORGE, COMTE GREY, Vicomte Howick, Baron Grey de Howick, dans le comté de Northumberland, dans la pairie du Royaume-Uni et Baronnet; Chevalier Grande-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'OTTAWA, ce VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

3323-2

Canada }  
Province de }  
Québec. }  
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION

LOMER GOVIN, }  
Procureur-Général. } **A**TTENDU qu'il a plu au Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population toute entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique; et nous avons fixé, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, JEUDI, le VINGT SIXIÈME jour d'OCTOBRE courant, 1905, comme JOUR D'ACTIONS DE GRACES pour remercier Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année. Et nous invitons tous nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

NOW KNOW YE that We do, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, proclaim and declare that Thursday, the twenty fourth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and six, is hereby fixed as the day for the celebration of said Birthday. Nevertheless it is Our pleasure that the usual salute in honour of Our said Birthday shall be fired at all Military Stations on the said ninth day of November next.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable SIR ALBERT HENRY GEORGE, EARL GREY, Viscount Howick, Baron Grey of Howick, in the county of Northumberland, in the Peerage of the United Kingdom, and a Baronet; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTIETH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By Command,

R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

3324

Canada, }  
Province of }  
Québec. }  
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

#### PROCLAMATION.

LOMER GOVIN, }  
Attorney General. } **W**HEREAS Almighty God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year, an abundant harvest and other blessings to the province of Quebec;

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment; accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of OCTOBER instant, 1905, as a DAY of GENERAL THANKS-GIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the province of Quebec during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our province of Quebec to observe the said day of general thanks-giving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3365.2

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the SECOND day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, in the fifth year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3366

## Avis du Gouvernement

No 1251.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Basile, comté de Portneuf, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, les numéros 15a, 57, 58, 63 et les numéros suivants jusqu'à 78 inclusivement; les numéros 80, 81, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99 et les numéros suivants jusqu'à 111 inclusivement; le numéro 113 et les suivants jusqu'à 130 inclusivement; le numéro 266 et les suivants jusqu'à 272 inclusivement; le numéro 274 et les suivants jusqu'au numéro 300 inclusivement; le numéro 414 et les suivants jusqu'à 431 inclusivement, et les emplacements, maisons et dépendances situés à l'extrémité nord des lots ayant au même cadastre les numéros 10 et 12, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Basile."

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 3393

No 1429.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire*

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Florence de Beauvillage, le territoire dont suit la description, savoir :

1° Les lots depuis le No 1 jusqu'au No 28 inclusivement, des rangs I, II, III, IV et V du canton Matalick, dans le comté de Matane;

2° Les lots depuis le No 1 jusqu'au No 23 inclusivement, des rangs I, II et III du canton de Causapsal-Sud, comté de Matane;

3° Les quatorze premiers lots des rangs I, II, III, IV et V du canton Milnikek, comté de Bonaventure;

4° Les quatorze premiers lots des rangs I et II du canton Assametquaghan, comté de Bonaventure.

Les lots du comté de Matane font actuellement partie de la municipalité scolaire de Causapsal, comté de Matane. Les autres lots ne font partie d'aucune municipalité.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1906. 3409

La compagnie "The Centaur Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William G. Harsin, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 9 octobre 1905.

## Government Notice

No. 1251.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application for the erection of a new school municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint Basile, county of Portneuf, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Basile, the numbers 15a, 57, 58, 63 and the following numbers to 78 inclusively; the numbers 80, 81, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99 and the following numbers to 111 inclusively; number 113 and following to 130 inclusively; number 266 and following to 272 inclusively; number 274 and following to number 300 inclusively; number 414 and following to 431 inclusively, and the lots, houses and dependencies situated at the north end of the lots having on the same cadastre the numbers 10 and 12, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Village of Saint Basile."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July, 1906. 3394

No 1430.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect a new school municipality.*

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of Saint Florence of Beauvillage, the following territory, to wit :

1. The lots from No. 1 to No. 28 inclusively, of the ranges I, II, III, IV and V of the township Matalick, in the county of Matane.

2. The lots from No. 1 to No. 23 inclusively, of the ranges I, II and III of the township of Causapsal South, county of Matane.

3. The first fourteen lots of the ranges I, II, III, IV and V of the township Milnikek, county of Bonaventure.

4. The first fourteen lots of the ranges I and II of the township Assametquaghan, county of Bonaventure.

The lots of the county of Matane actually form part of the school municipality of Causapsal, county of Matane. The other lots do not form part of any municipality.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 3410

The "Centaur Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agents, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, are Mr. William G. Harsin, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 9th October, 1905.

La compagnie "The B. Greening Wire Company, Limited," été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph H. Hanson, de la cité de Montréal.

L. ROI OLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 7 octobre 1905. 3401

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du deuxième jour d'octobre 1905, incorporant MM. Joseph Antoine Demers, médecin, Joseph B. de Boucherville, avocat, Louis Racicot, notaire, du village de Boucherville, Arthur Gagnon, comptable, et Louis Joseph Tarte, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : de fabriquer, acheter ou autrement acquérir, transmettre, distribuer et en disposer de toute manière quelconque, de l'eau, du gaz, de l'électricité, ou toute autre source de chaleur, de lumière ou de force, et pourra aussi fabriquer, acheter ou autrement acquérir, transmettre, louer ou aliéner toutes sortes d'appareils et d'articles se rapportant à ces industries, et pourra disposer de et fabriquer tous sous-produits provenant de leur fabrication, ou tous produits servant à cette fabrication.

La compagnie pourra, dans les mêmes endroits, acheter, louer ou autrement acquérir tous immeubles, actions de banques ou actions dans les compagnies analogues, pouvoirs hydrauliques, droits de se servir de ces pouvoirs, canaux ou de toute autre propriété qui pourraient être nécessaires ou utiles pour ses affaires, et pourra construire, acheter ou louer tous les bâtiments, appareils, matériel et machines qu'elle jugera à propos d'avoir ou d'employer pour ses affaires, et elle pourra les vendre, louer ou en disposer autrement en tout ou en partie, selon qu'elle le jugera convenable.

La compagnie pourra, dans les mêmes endroits, acquérir, louer, ériger, construire et maintenir tous digues, canaux, biefs, tuyaux, jetées, quais, chemins, ponts, droits de passage et autres travaux qui pourraient être nécessaires ou utiles pour les besoins de ses affaires, et elle pourra les vendre, louer ou en disposer autrement en tout ou en partie, selon qu'elle le jugera convenable.

La compagnie pourra acquérir par achat, permis ou autrement, des brevets d'invention ou permissions d'employer tous brevets d'invention pour tous procédés ou fabrication et en disposer.

La compagnie pourra, dans les mêmes endroits, acquérir, louer et exploiter les usines et entreprises en tout ou en partie de toute personne ou corporation faisant ou autorisée à faire toute affaire se rapportant aux fins de la compagnie, et pourra acquérir et posséder le stock ou les bons de toute corporation ayant le pouvoir de faire toute affaire du même genre.

La compagnie pourra exercer les franchises et les droits conférés par la charte de toute compagnie ayant des pouvoirs analogues à ceux conférés par la présente loi dans les limites territoriales assignées par icelle, dont elle pourra acquérir les affaires ou l'entreprise par location ou achat.

La dite compagnie devant avoir le droit d'exercer ses opérations dans toute l'étendue des comtés de Chambly et de Verchères, sous le nom de "La Compagnie d'Éclairage de Boucherville," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour d'octobre 1905.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

3401

The "B. Greening Wire Company, Limited," has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph H. Hanson, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Quebec, 7th October, 1905. 3402

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the second day of October, 1905, incorporating Messrs. Joseph Antoine Demers, physician, Joseph B. de Boucherville, advocate, Louis Racicot, notary, of the village of Boucherville, Arthur Gagnon, accountant, and Louis Joseph Tarte, of the city of Montreal, for the following purposes, namely: to fabricate, buy or acquire otherwise, transmit, distribute and dispose of in any manner whatever, water, gas, electricity or any other source of heat, light, or power, and may also fabricate, buy or otherwise acquire, transmit, lease or convey any kind of apparatus and of articles relating to these industries, and may dispose of and fabricate any sub-product accruing from their fabrication, and any products used for this fabrication.

The company may in, the same places, buy, lease or otherwise acquire any immovables, bank shares or shares in similar companies, hydraulic powers, rights to use these powers, canals or any other property that may be necessary or useful for its business, and may construct, buy or lease any buildings, apparatus, material and machinery which it may deem proper to have or to employ for its business, and that it may sell, lease or otherwise dispose of them in whole or in part, or as it may think fit.

The company may also, in the same places, acquire, lease, build and maintain any dams, canals, mill course, pipes, jetties, wharves, roads, bridges, rights of passage, and other works which might be necessary or useful for the purposes of its business; and it may sell, lease or otherwise dispose of them, in whole or in part as it may think proper.

The company may also acquire, by purchase, permit or otherwise, patents of invention or permits to use any patents of invention for any proceeding or fabrication, and dispose thereof.

The company may, in the same places, acquire, lease and utilize the workshops and contracts in whole or in part of any person or corporation authorized to do any business connected with the aims of the company, and may acquire and hold the stock or bonds of any corporation having power to do any business of the same kind.

The company may exercise the franchises and rights conferred by the charter of any company having powers analogous to those conferred by the present law within the territorial limits assigned thereby, whose business or contracts it may acquire by lease or purchase.

The said company shall have the right to carry on its operations throughout the whole extent of the counties of Chambly and of Verchères, by the name of "La Compagnie d'Éclairage de Boucherville," with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of October, 1905.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

3402

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quatrième jour d'octobre 1905, incorporant MM. Joseph Adolphe Christin, manufacturier, Didace Wincelas Gagnon, manufacturier, Jean-Baptiste Lefebvre, comptable, Moïse Tardif, agent, Jean-Baptiste Dufort, agent, et Avila Dufort, agent, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir :

Acquérir et prendre charge des affaires maintenant en opération à Montréal, par Joseph Adolphe Christin et Didace Wincelas Gagnon, sous le nom de "J. Christin & Co.", ainsi que la "Montreal Soda Water Co.", et de payer avec les capitaux de la compagnie ou autrement; manufacturer et vendre toute sorte de breuvage, soit aërisé ou distillé, alcoolique ou autres, ainsi que sirop de fruit, marinade, catsup, conserves, et toute sorte de condiment semblables; acquérir toute marque de fabrique, étiquettes, dessin de commerce, placés ou qui peut être mis sur le marché, par J. Christin & Co., ou autres sociétés; de se servir des dites marques de fabrique, étiquettes ou dessin de commerce, et de continuer à détailler ces articles portant les dites marques de fabrique, étiquettes et dessin de commerce; agir comme agents pour les fabricants des mêmes articles dont la compagnie a le droit de fabriquer; utiliser les fonds de la compagnie pour l'achat de fonds dans toute autre corporation, sous le nom de J. Christin & Co. (incorporé), avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres \$100.00 chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour d'octobre 1905.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

3405

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 5 octobre 1905, incorporant MM. Jean-Baptiste Michaud, rentier, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, Philippe Horace Anselme Caron, agent d'assurance, du village du Petit-Métis, Etienne Lévesque, marchand, du village de Mont-Joli, François-Xavier Letourneau, imprimeur, et Louis Taché, avocat, de Saint-Germain de Rimouski, pour les fins suivantes, savoir: faire les affaires en général comme marchands, manufacturiers et commerçants en gros et en détails, acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à scie, moulins à bardeaux et moulins à écorser, et faire le commerce de bois en général; manufacturer, acheter et vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et description; acquérir, posséder, et mettre en opération des limites à bois; posséder, construire, acheter et vendre des boutiques, magasins, moulins, dépôts, entrepôts, maisons pour pouvoir pour la production, conversion et distribution de la vapeur, l'électricité ou pouvoir d'eau et force, et autres batisses; faire les affaires de marchands en général dans aucun ou tous leurs établissements de moulins et ailleurs dans la province de Québec; acquérir par achat, loyer ou autre titre, et garantir, hypothéquer toute terre, batisses ou propriétés, acquérir des terres et ériger, employer et conduire les travaux, machines et appareils pour la production, transmission, distribution et vente de l'éclairage électrique, pouvoir et force et autres pouvoirs moteurs; acquérir et utiliser des pouvoirs d'eau ou à vapeur dans le but de comprimer l'air ou produire l'électricité pour l'éclairage, chauffage ou pour les fins de moteur, et pour les fins de manufacture en général, et les vendre ou les louer, vendre ou louer des pouvoirs, développés ou acquis; construire, acquérir et mettre en opération des systèmes de téléphone pour les fins de leurs affaires; tenir et posséder des garanties sur des limites et autres

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1905, incorporating Messrs. Joseph Adolphe Christin, manufacturer, Didace Wincelas Gagnon, manufacturer, Jean Baptiste Lefebvre, accountant, Moïse Tardif, agent, Jean Baptiste Dufort, agent, and Avila Dufort, agent, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz:

To acquire and take over the business now carried on at Montreal, by Joseph Adolphe Christin and Didace Wincelas Gagnon, under the name of "J. Christin & Co.", and also "Montreal Soda Water Co.", and to pay therefor with paid up stock of the company or otherwise: to manufacture and sell all kinds of beverages, either aerated or still, alcoholic or otherwise as well as fruit syrups, pickles, catsup, preserves, and all kinds of similar condiments; to acquire all trade marks, brands, labels trade-designs, already put or which might be put on the market by "J. Christin & Co.", or other firms; and to use the said trade marks, brands, labels or trade-designs, and to continue to deal in goods bearing the said trade-marks, brands, labels and trade-designs; to act as agents for manufacturers of goods of the same class as those which the company has the right to manufacture; to use any of its funds in the purchase of stock in any other corporation, under the name of "J. Christin & Co." (incorporated), with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this tenth day of October, 1905.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

3406

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, dated the fifth day of October, 1905, incorporating Messrs. Jean Baptiste Michaud, rentier, of the parish of Saint Octave de Metis, Philippe Horace Anselme Caron, insurance agent, of the village of Little Metis, Etienne Lévesque, merchant, of the village of Mont Joli, François Xavier Letourneau, printer, and Louis Taché, advocate, of Saint Germain de Rimouski, for the following purposes, namely: to carry on a general business as merchants, manufacturers and wholesale and retail traders, to acquire own and operate saw mills, shingle mills and mills for taking off bark, and to carry on a general-lumber trade; to manufacture by and deal in timber, wood, shingles, articles of any kind of wood; to acquire, own and work timber limits; to own, build, buy and sell shops, stores, mills, depots, storehouses; houses for the production, conversion and distribution of steam, electricity, water power or motive power, and other buildings; to do business as general merchants in any or all of their establishments, mills and elsewhere in the province of Quebec; to acquire by purchase, lease or other title, and to warrant, mortgage any lands, buildings or properties, to acquire lands, and to erect, use and conduct work, machinery and apparatus for the production, transmission, distribution and sale of electric light, power and motive power of any kind; to acquire and utilize water or steam power for the purpose of compressing air or producing electricity for light, heating a motive power, and for general manufacturing purposes, and to sell or lease them; to sell or lease power, developed or acquired; to build, acquire and operate telephone systems for their own business; to hold and own guarantees on limits and other securities for debts due to the companies; to borrow money and issue obligations, promissory notes or other proof of debts and guarantee them by mortgage or by warranty of the immovable property belonging to the company, and to have

garanties pour dettes dues à la compagnie ; emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèque ou par garantie de l'immeuble appartenant à la compagnie, et avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins des affaires de la dite compagnie, sous le nom de "La Compagnie Commerciale de Sainte-Flavie Station," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce onzième jour d'octobre 1905

JOS. BOIVIN,

3413

Sous secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Georges St. Pierre, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Chicoutimi, en le comté de Chicoutimi, district de Chicoutimi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Thomas Z. Cloutier, en son vivant notaire public, pratiquant en la dite ville de Chicoutimi, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

3341-2

Secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. A. Beauchamp, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant au village de Beauvillage de la Longue Pointe, comté d'Hochelaga, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis Gaspard Hêtu, en son vivant notaire public, résidant et pratiquant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

3217-2

Secrétaire de la province.

#### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

##### *Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont promulgués de la part de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans

and use all the other rights and powers that may be necessary for the purposes of the said company's business, by the name of "La Compagnie Commerciale de Sainte-Flavie Station," with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into five hundred (500) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eleventh day of October, 1905.

JOS. BOIVIN,

3414

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by George St. Pierre, esquire, notary public, practising and residing in the town of Chicoutimi, county of Chicoutimi, district of Chicoutimi, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Thomas Z. Cloutier, in his lifetime notary public, practising at the said town of Chicoutimi, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

3342

Provincial Secretary.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. A. Beauchamp, esquire, notary public, practising and residing in the village of Beauvillage of Long Point, county of Hochelaga, district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Gaspard Hêtu, in his lifetime notary public, practising at the same place, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

3218

Provincial Secretary.

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

##### *Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both

l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2963

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amé-

LOUIS FRECHETTE,

2964

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the perview of "The British North

rique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être répété sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts réformés concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts réformés concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer des raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

America Act, 1867, "wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the applicator.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

llque devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, que les noms des localités où elles veulent être

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

F. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers

with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill

spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2965

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Susan M. Whitney, C. C. Amos, Edward M. O'Brien, W. O'Brien, en leur qualité de légataires universels de feu l'honorable James O'Brien, pour obtenir un acte augmentant la rémunération accordée par le testament du dit honorable James O'Brien aux trois légataires universels fiduciaires créés par le dit testament.

3419

#### AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique s'adresseront à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir la ratification d'un contrat passé entre elles, en date du 30 juin dernier, relativement à l'affermage de certaines rues pour un terme de 99 ans,

L. O. DAVID,

Greffier de la cité.

CHS DRINKWATER,

Secrétaire de la Cie du chemin de fer  
Canadien du Pacifique.

Montréal, 7 septembre 1905.

3103.5

### Avis Divers

#### PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DU COMTÉ DE  
CHICOUTIMI.

Avis public est par les présentes donné par Henry A. Boily, secrétaire-trésorier, que tout le canton Taché a été détaché de la municipalité du canton Bourget, et est érigé en municipalité distincte, sous le nom de municipalité du canton Taché.

Donné à Chicoutimi, ce dixième jour du mois d'octobre mil neuf cent cinq.

HENRY A. BOILY,

Secrétaire-trésorier,

3423

du C. de C. de Chicoutimi.

RÉSOLUTION passée et adoptée par le conseil municipal du comté de Montcalm, à sa session du vingt-quatre de juillet mil neuf cent cinq, tenue par ajournement de celle du quatorze de juin précédent, suivant qu'il appert au registre des délibérations du dit conseil, d'où elle a été extraite *verbatim*; laquelle résolution a été approuvée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 23 septembre 1905, savoir :

M. Calixte Villemaire propose, secondé par M. Oscar Corbin, que vû la dite requête dont les signataires demandent l'érection en municipalité locale, sous le nom de municipalité de la paroisse de L'Ascension, du territoire comprenant toute la partie du premier rang du canton Lynch, depuis et y compris le lot numéro cinquante-deux jusqu'au lot numéro soixante et cinq inclusivement, tous les deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième rangs du dit canton, et tous les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième,

shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

2966

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

### Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Susan M. Whitney, C. C. Amos, Edward M. O'Brien, W. O'Brien, in their quality of universal legatees of the late Hon. James O'Brien, for an act increasing the remuneration granted by the will of the said late Honorable James O'Brien to the three universal legatees in trust named by the said will.

3420

#### PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the city of Montreal and the Canadian Pacific Railway Company will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for ratification of an agreement entered into between them, and dated the 30th June, 1905, in connection with the leasing of certain streets for a period of 99 years.

L. O. DAVID,

City Clerk.

CHS DRINKWATER,

Secretary Canadian Pacific

Railway Company.

Montreal, 7th September, 1905.

3104

### Miscellaneous Notices

#### PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF  
CHICOUTIMI.

Public notice is hereby given by Henry A. Boily, secretary treasurer, that the whole of township Taché has been detached from the municipality of the township Bourget, and is erected into a distinct municipality, by the name of municipality of the township Taché.

Given at Chicoutimi, this tenth day of October, one thousand nine hundred and five.

HENRY A. BOILY,

Secretary treasurer,

3424

of the C. C. of the C. of Chicoutimi.

RESOLUTION passed and carried by the municipal council of the county of Montcalm, at its meeting of the twenty fourth day of July, one thousand nine hundred and five, held by adjournment of the one of the fourteenth day of the precedent month of June, as it appears from the minutes of the proceedings of the said council, from which it is taken *verbatim*; which resolution has been approved by order of the Lieutenant Governor in council, dated the 23rd of September, 1905. to wit :

Councillor Calixte Villemaire, seconded by Mr. Oscar Corbin, moved : that seeing the said petition of which the subscribers ask for the erection in local municipality, under the name of municipality of the parish of L'Ascension, of the territory including all that part of the first range of the township Lynch, from and included the lot number fifty two to and included the lot number sixty five, the whole second, third, fourth, fifth, sixth and seventh ranges of the said township, and the whole first, second, third, fourth, fifth, sixth, seventh and eighth ranges of

septième et huitième rangs du canton Mousseau; vu que ni le canton Lynch, ni le canton Mousseau n'ont été, avant ce jour, érigés en municipalités; vu que, d'après le recensement spécial dûment fait et terminé le vingtième jour du mois de juillet courant, ce territoire contient quatre cent trente-sept âmes; vu que les avis publics requis par la loi ont été dûment donnés, il soit fait droit à la dite requête, et que le territoire sus-désigné soit érigé en municipalité sous le nom de "Municipalité de la paroisse de L'Ascension," à toutes fins de droit. Adopté.

(Signé) OLIVIER LAPIERRE,  
Préfet.  
" G. A. ARCHAMBAULT,  
Sec.-trés. C. M. C. M.

(Vraie copie),  
G. A. ARCHAMBAULT,  
Sec.-trés. C. M. C. M. 3307-2

Avis est par le présent donné que "The Masonic Mutual Relief Association", association dûment incorporée pour le district de Columbia, district existant en vertu des lois des Etats-Unis d'Amérique, dont l'objet est de faire des affaires en général d'assurance mutuelle et fraternelle sur la vie, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une licence pour faire et transiger dans la dite province de Québec, toutes affaires se rattachant ou ayant rapport à la dite "Masonic Mutual Relief Association".

WM. MONTGOMERY,  
Secrétaire.

605-12e rue Washington, D. C.  
Daté, ce 12e jour de septembre, A. D., 1905.  
3355-2

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 94.

Dame Stéphanie Robert, de la ville de Magog, district de Saint-François, épouse de Louis Chaput, sellier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,  
Demanderesse;

vs

Le dit Louis Chaput, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour d'octobre 1905.

ALF. TOURIGNY,  
Avocat de la demanderesse.  
Sherbrooke, 2 octobre 1905. 3385

*District de Beauce.—Cour Supérieure.*  
No 228.

Dame Sarah Bell McIntyre, de Saint-Martin, district de Beauce, épouse de François *alias* Frank Veilleux, du même endroit, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse;

vs

Le dit François *alias* Frank Veilleux, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 26 août courant.

J. A. DIONNE,  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Joseph, Beauce, 28 août 1905. 3411

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*  
No 126.

Dame Marie Zéphirine Blanche Fontaine dit Bienvenu, de la paroisse de Saint-Mathias, épouse commune en biens de Elias Jeannotte dit Lachapelle, industriel, du même lieu, et dûment autorisée, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 23 septembre 1905. 3261-3

the township Mousseau; seeing that neither the township Lynch, nor the township Mousseau have been, before now erected in municipalities; seeing that according to the special census duly made and terminated on the twentieth day of the month of July instant, that territory contains four hundred and thirty seven souls; seeing that the public notices required by law have been duly given, the said petition be granted, and that the above designated territory be erected in local municipality under the name of "Municipality of the parish of L'Ascension," for all legal purposes. Carried.

(Signed) OLIVIER LAPIERRE,  
Warden.  
" G. A. ARCHAMBAULT,  
Sec. treas. M. C. C. M.

(True copy),  
G. A. ARCHAMBAULT,  
Sec. treas. M. C. C. M. 3308

Notice is hereby given that the "Masonic Mutual Relief Association", a duly chartered association for the district of Columbia, a district existing under the laws of the United States of America, whose object is to carry on a general business of mutual and fraternal life insurance business, will apply to the Lieutenant Governor in council of the province of Quebec, for a license to so carry on and transact within the said province of Quebec, all business attached to and incumbent to the said "Masonic Mutual Relief Association".

WM. MONTGOMERY,  
Secretary.

605-12th street Washington, D. C.  
Dated, this 12th day of September, A. D., 1905.  
3356

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No 94.

Dame Stéphanie Robert, of the town of Magog, district of Saint Francis, wife of Louis Chaput, of the same place, saddler, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes,  
Plaintiff;

vs

The said Louis Chaput, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the second day of October, 1905.

ALF. TOURIGNY,  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 2nd October, 1905. 3386

*District of Beauce.—Superior Court.*  
No 228.

Dame Sarah Bell McIntyre, of Saint Martin, district of Beauce, wife of François *alias* Frank Veilleux, of the same place, farmer, duly authorized to appear in judicial proceedings,  
Plaintiff;

vs

The said François *alias* Frank Veilleux, Defendant.  
An action for separation as to property was instituted in this cause, on the 26th of August instant.

J. A. DIONNE,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Joseph, Beauce, 28th August, 1905. 3412

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No 126.

Mrs. Marie Zéphirine Blanche Fontaine dit Bienvenu, of the parish of Saint Mathias, wife common as to property of Elias Jeannotte dit Lachapelle, industrial, of the same place, duly authorized, has, to-day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Petitioners for the plaintiff.  
Saint Hyacinth, 23rd September, 1905. 3262

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 No 1216.  
 Dame Olivine Provost, de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, district de Beauharnois, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Doaithée Lefrançois, du même lieu.

SEERS & LAURENDEAU,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Salaberry de Valleyfield, 18 septembre 1905. 3201.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2994.  
 Dame Rose Brunet dit Bellumeur, de la ville de Saint-Louis, dit district, épouse commune en biens de François Meunier, manufacturier, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit François Meunier, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 14 septembre 1905.

DEGUIRE & RHEAUME,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 3 octobre 1905. 3359-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2997.  
 Dame Adela Stern, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Max Genser, du même lieu, commerçant, Demanderesse ;

vs

Le dit Max Genser, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la susdite cause.

HUTCHINS & MARGOLESE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 2 octobre 1905. 3347-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2457.  
 Dame Sophie Dufresne, du village du Boulevard Saint-Paul, district de Montréal, épouse de Joseph Laporte, entrepreneur-ménusier, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Jos. Laporte, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17e jour d'avril 1905.

EMARD & EMARD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 3 octobre 1905. 3349-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1326.  
 Dame Augustine Poissant a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Joachim Vigneux, hôtelier, du village de Varennes, district de Montréal.

LAMARRE & BRODEUR,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 27 septembre 1905. 3277-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3004.  
 Dame Mathilde Vézina a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Louis Morin, peintre, de la cité et du district de Montréal.

LAMARRE & BRODEUR,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 27 septembre 1905. 3275-3

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 No. 1216.  
 Dame Olivine Provost, of the parish of Saint-Louis de Gonzague, district of Beauharnois, has, today, taken an action in separation as to property against Doaithée Lefrançois, her husband, of the same place.

SEERS & LAURENDEAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Salaberry de Valleyfield, 18th September, 1905. 3202

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2994.  
 Dame Rose Brunet dit Bellumeur, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, wife common as to property of François Meunier, manufacturer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said François Meunier, Defendant.  
 An action for separation as to property has been instituted in the above case, on the 14th of September, 1905.

DEGUIRE & RHEAUME,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 3rd October, 1905. 3360

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2997.  
 Dame Adela Stern, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Genser, of the same place, trader, Plaintiff ;

vs

The said Max Genser, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this day, been instituted in the above case.

HUTCHINS & MARGOLESE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 2nd October, 1905. 3348

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2457.  
 Dame Sophie Dufresne, of the village of Boulevard Saint Paul, district of Montreal, wife of Joseph Laporte, joiner, of the same place, Plaintiff

vs

The said Jos. Laporte, Defendant.  
 An action for separation as to property has been instituted in the above case, on the 17th day of April, 1905.

EMARD & EMARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 3rd October, 1905. 3350

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1326  
 Dame Augustine Poissant has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Joachim Vigneux, hotel-keeper, of the village of Varennes, district of Montreal.

LAMARRE & BRODEUR,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 27th September, 1905. 3278

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3004.  
 Dame Mathilde Vézina has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Louis Morin, painter, of the city and district of Montreal.

LAMARRE & BRODEUR,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 27th September, 1905. 3276

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 61.

Dame Marie Zélie Deschênes, épouse commune en biens de Louis Napoléon Côté, de la cité de Québec, commerçant et faillite, et dûment autorisée à ester en justice par jugement de l'honorable juge Pelletier, Demanderesse ;

vs  
Le dit Louis Napoléon Côté, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30e jour de septembre 1905.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON  
& ST. LAURENT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 2 octobre 1905. 3329-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1218.

Rosalinda Cinq-Mars, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Beausoleil, repasseur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Joseph Beausoleil, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée contre le défendeur, ce jour.

J. A. GIRARD,  
Député protonotaire.

CLÉMENT & ROBITAILLE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 15 septembre 1905. 3175.4

*Cour Supérieure.—Quebec.*  
No. 1928.

Dame Odile Simoneau, épouse commune en biens du dit Zéphirin Beaudet, et dûment autorisée à ester en justice par jugement de l'honorable juge Andrews, Demanderesse ;

vs  
Zéphirin Beaudet, de Québec, journalier, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 septembre courant.

DROUIN, PELLETIER  
& BAILLARGEON,  
Procureurs de la demanderesse  
Québec, 20 septembre 1905. 3215.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 653.

Dame Bertha Rebecca McLea, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de James Johnson, du même lieu, la dite Dame Bertha Rebecca McLea dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit James Johnson, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.  
PATTERSON & BROWN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 7 septembre 1905. 3147.5

Province de Québec. }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2999.

Dame Augustine Guilbault, de Montréal, épouse commune en biens de Elzéar Frigault, entrepreneur-briquetier, aussi du même lieu, Demanderesse ;

vs  
Le dit Elzéar Frigault, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

GEORGE POLIQUIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 14 septembre 1905. 3169.5

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 61.

Dame Marie Zélie Deschênes, wife common as to property of Louis Napoléon Côté, of the city of Quebec, trader and insolvent, and duly authorized to appear in judicial proceedings by judgment of Honorable judge Pelletier, Plaintiff ;

vs  
The said Louis Napoléon Côté, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 30th of September, 1905.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON,  
& ST. LAURENT,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 2nd October, 1905. 3330

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1218.

Rosalinda Cinq-Mars, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Beausoleil, of the same place, ironer, duly authorized to ester *en justice*, Plaintiff ;

vs  
The said Joseph Beausoleil, Defendant.  
An action for separation from bed and board and as to property has been taken, this day, against the defendant.

J. A. GIRARD,  
Deputy prothonary.

CLÉMENT & ROBITAILLE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 15th September, 1905. 3176

*Superior Court.—Quebec.*  
No. 1928.

Dame Odile Simoneau, wife common as to property of the said Zéphirin Beaudet, and duly authorized to appear in judicial proceedings by judgment of the Honorable judge Andrews, Plaintiff ;

vs  
Zéphirin Beaudet, of Quebec, laborer, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause on the 12th of September instant.

DROUIN, PELLETIER,  
& BAILLARGEON,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 20th September, 1905. 3216

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 653.

Dame Bertha Rebecca McLea, of the city and district of Montreal, wife common as to property of James Johnson, of the same place, the said Dame Bertha Rebecca McLea duly authorized to ester *en justice*, Plaintiff ;

vs  
The said James Johnson, Defendant.  
An action for separation as to property was, this day, instituted by plaintiff against defendant.  
PATTERSON & BROWN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 7th September, 1905. 3148

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2999.

Dame Augustine Guilbault, of the city of Montreal, wife common as to property of Elzéar Frigault, of the same place, Plaintiff ;

vs  
The said Elzéar Frigault, Defendant.  
An action for separation as to property has been taken, to day, in this case.

GEORGE POLIQUIN,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 14th September, 1905. 3170

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3028.  
 Dame Delphine Nadeau, des cité et district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Jean-  
 Baptiste Choquette, commerçant, aussi du même  
 lieu, Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Jean-Baptiste Choquette, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été insti-  
 tuée, ce jour, en cette cause.  
 GEORGE POLIQUIN,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 21 septembre 1905. 3231-4

*Cour Supérieure.—Montréal.*  
 No 1806.

Dame A. Therrien a intenté une action en sépara-  
 tion de biens contre son époux, Emmanuel Lacha-  
 pelle.  
 TANCREDE PAGNUELO,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 4 octobre 1905. 3377-2

Avis de Faillites

Province de Québec. }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. Hector Daunais, de Saint-Liguori de  
 Montcalm, Insolvable.  
 Avis est donné que le 5e jour d'octobre  
 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nom-  
 més curateurs conjoints à la succession du sus-nom-  
 mé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses  
 biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.  
 Les réclamations doivent être produites à notre  
 bureau sous un mois de cette date.  
 A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 6 octobre 1905. 3381

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Markus, Markus et Charles Sisenwain (Markus  
 & Sisenwain & Standard Umbrella Co.), Mont-  
 réal, Faillis.  
 Avis est par le présent donné que les dits faillis  
 ont, ce jour, fait un abandon judiciaire complet de  
 leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au  
 bureau du protonotaire, à Montréal.  
 ARTHUR W. WILKS,  
 Député gardien provisoire.  
 Bureau de Wilks & Michaud.  
 205, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 7 octobre 1905. 3397

*In re* Amedée Lechasseur, de Lévis, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le quatre oc-  
 tobre 1905, j'ai été nommé, par ordre de la cour  
 supérieure, curateur aux biens du failli, qui en avait  
 fait un abandon au bureau du protonotaire à Qué-  
 bec.  
 Les créanciers sont requis de produire devant  
 moi leurs réclamations sous un mois.  
 ALFRED LEMIEUX,  
 Curateur.  
 Lévis, 5 octobre 1905. 3383

Avis est donné que Léopold Lanier, marchand-  
 sellier, de la ville de Saint-Jean, district d'Iber-  
 ville, a fait cession de ses biens, le dix octobre 1905.  
 JOSEPH LAVOIE,  
 Gardien provisoire.  
 Sa'nt-Jean, P. Q., 12 octobre 1905.\* 3417

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3028.  
 Dame Delphine Nadeau, of the city and district  
 of Montreal, wife common as to property of  
 Jean Baptiste Choquette, trader, of the same  
 place, Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Jean Baptiste Choquette, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 taken, to-day, in this cause.  
 GEORGE POLIQUIN,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 21st September, 1905. 3232

*Superior Court—Montreal.*  
 No. 1806.

Dame A. Therrien has instituted an action for  
 separation as to property against her husband,  
 Emmanuel Lachapelle.  
 TANCREDE PAGNUELO,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 4th October, 1905. 3378

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
*In re* J. Hector Daunais, of Saint Liguori de Mont-  
 calm, Insolvent.  
 Notice is given that on the 5th day of  
 October, 1905, by order of the court, we were ap-  
 pointed joint curators to the estate of the above  
 named, who has made a judicial abandonment of  
 all his assets for the benefit of his creditors.  
 Claims must be fyled at our office within one  
 month from this date.  
 A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.  
 Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 6th October, 1905. 3382

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Markus, Markus and Charles Sisenwain (Mar-  
 kus & Sisenwain and Standard Umbrella Co.),  
 Montreal, Insolvents.  
 Notice is hereby given that the said insolvents  
 have, this day, in the prothonotary's office in Mon-  
 treal, made an abandonment of all their assets for  
 the benefit of their creditors.  
 ARTHUR W. WILKS,  
 Deputy provisional guardian.  
 Office of Wilks & Michaud,  
 205, Saint James street.  
 Montreal, 7th October, 1905. 3398

*In re* Amedée Lechasseur, of Lévis, Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 4th October,  
 1905, I have been appointed, by the order of the  
 superior court, curator to the insolvent's estate,  
 who had made an abandonment at the prothono-  
 tary's office in Quebec.  
 Creditors are requested to fyle their claims before  
 me within one month.  
 ALFRED LEMIEUX,  
 Curator.  
 Lévis, 5th October, 1905. 3384

Notice is given that Léopold Lanier, merchant  
 saddler, of the town of Saint John, district of Iber-  
 ville, has, on the tenth of October 1905, made an  
 assignment of his estate.  
 JOSEPH LAVOIE,  
 Provisional guardian.  
 Saint John's, P. Q. 12th October 1905. 3418

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Z. Daoust, Montréal, Insolvable.  
 Avis est donné que le 10<sup>e</sup> jour de juillet 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.  
 Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,

Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 180, rue Saint-Jacques, Montréal. 3415

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
*In re* A. E. Lachance "Dame Adèle Guérard", de Sherbrooke, Québec, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné que la dite insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire pour le district de Saint-François.

ALPHONSE RACINE,  
 Gardien provisoire.

3407

### Vente de Faillite

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 No 280.

*In re* Pierre Beaudet, commerçant, de la paroisse de Saint-Edouard de Gentilly, Failli.  
 Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance rendue par la cour supérieure de ce district, les immeubles ci-après décrits, cédés en cette affaire, seront vendus par encan public, à la résidence du dit failli, en la paroisse de Saint-Edouard de Gentilly, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE courant, à ONZE heures de l'avant-midi.

1<sup>o</sup> La moitié indivise du lot désigné sous le numéro quatre-vingts (80), aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Edouard de Gentilly, comprenant un arpent et demi de front sur un arpent et demi de profondeur, avec aussi la moitié indivise du moulin à scie et des dépendances dessus construites.

2<sup>o</sup> Le lot numéro deux cent cinquante-cinq (255), du même cadastre pour la dite paroisse, comprenant un arpent de front sur quatre arpents ou environ, en profondeur.

3<sup>o</sup> Le lot numéro sept cent douze (712), du même cadastre pour la dite paroisse, comprenant un arpent et demi de front sur trente arpents ou environ, en profondeur.

4<sup>o</sup> La moitié indivise du lot numéro sept cent vingt-huit (728), du même cadastre pour la dite paroisse, comprenant un arpent et demi de front sur trente arpents ou environ, en profondeur.

EUGENE LAVIGNE,  
 Curateur.

Trois-Rivières, 5 octobre 1905.

3387

### Règles de Cour

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour de Circuit.*  
 District de Richelieu. }  
 J. A. Gelineau, de la cité de Sorel, district de Richelieu, Demandeur;  
 vs.  
 Frédéric Lefebvre, hôtelier, de Berthier, district de Joliette, Défendeur.

2

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Z. Daoust, Montreal, Insolvent.  
 Notice is given that on the 10th day of July, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.  
 Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,

Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
 180, Saint James street, Montreal. 3416

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
*In re* A. E. Lachance "Dame Adèle Guérard", of Sherbrooke, Quebec, Insolvent.  
 Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors: at the office of the protonotary of the superior court for the district of Saint Francis.

ALPHONSE RACINE,  
 Provisional guardian.

3408

### Insolvent Sale

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 280.

*In re* Pierre Beaudet, trader, of the parish of Saint Edouard de Gentilly, Insolvent.  
 Public notice is hereby given that in virtue of an order given by the superior court of this district, the immovables hereinafter described, assigned in this matter, will be sold by public auction, at the residence of the said insolvent, in the parish of Saint Edouard de Gentilly, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER instant, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

1. The undivided half of the lot described as number eighty (80), on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Edouard de Gentilly, comprising one arpent and a half in front by one arpent and a half in depth, will also the undivided half of the saw mill and of the dependencies thereon erected.

2. Lot number two hundred and fifty five (255), of the same cadastre for the said parish, comprising one arpent in front by four arpents or thereabouts, in depth.

3. Lot number seven hundred and twelve (712), of the same cadastre for the said parish, comprising one arpent and a half in front by thirty arpents or thereabouts, in depth.

4. The undivided half of lot number seven hundred and twenty eight (728), of the same cadastre for the said parish, comprising one arpent and a half in front by thirty arpents or thereabouts, in depth.

EUGENE LAVIGNE,  
 Curator.

Three Rivers, 5th October, 1905.

3388

### Rules of Court

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Circuit Court.*  
 District of Richelieu. }  
 J. A. Gelineau, of the city of Sorel, district of Richelieu, Plaintiff;  
 vs.  
 Frederic Lefebvre, hotel keeper, of Berthier, district of Joliette, Defendant.

Vu l'ordonnance de l'honorable juge Charbonneau, il est ordonné aux créanciers de Frédéric Lefebvre, insolvable, de produire leurs réclamations au greffe de cette cour, à Sorel, dans les quinze jours.

(Signé) CARDIN & DEGRANDPRÉ,  
G. C. C.

ETHIER & LEFEBVRE,  
Avocats du demandeur.  
Sorel, 28 septembre 1905. 3335-2

AVIS PUBLIC.

Province de Québec, }  
District de Beauce, } *Cour de Circuit.—*  
Comté du Lac Mégantic. } *Village de Mégantic.*  
No 272. }

J. A. Bernier, Demandeur ;

vs

André L'Abbé, Défendeur.  
Sur jugement de l'honorable juge H. C. Pelletier, le 25 septembre 1905, il est enjoint aux créanciers du défendeur de produire leur réclamations dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

J. H. THIBODEAU,  
3363.2 Député greffier de la dite cour.

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No 126. }

Le cinquième jour d'octobre 1905.  
Présent : L'honorable juge Taschereau.  
*In re* Eusèbe Gibault, Saint-Jérôme, Absent ;  
et

Joseph Hudon *et al.*, Requérents.

Il est ordonné, sur requête des dits requérants, qu'une assemblée des créanciers du dit absent soit tenue devant un des juges de la cour supérieure, dans le palais de justice, à Sainte Scholastique, le vingt-unième jour d'octobre 1905, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur aux biens du dit failli et pour toutes affaires qui pourront leur être soumises.

Par ordre,  
GRIGNON & FORTIER,  
3373-2 Protonotaire C. S.

Licitations

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quinzième jour de septembre 1905, dans une cause dans laquelle Francis Dion, bourgeois, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et Abondius O'Bone, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à Demoiselle Aurélie Dion, fille majeure, interdite, et Joseph Dion, absent, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Devienne, connu et désigné sous le numéro 411, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Alexandre, connu et désigné sous le numéro 229, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1905, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre No 31, à DIX heures ET DEMIE du matin ; sujet aux charges, clauses et conditions indi-

Seeing the order of the Honorable judge Charbonneau, the creditors of Frederic Lefebvre, insolvent, are called upon to file their claims in the office of this court, at Sorel, within fifteen days.

(Signed) CARDIN & DEGRANDPRÉ,  
C. C. C.

ETHIER & LEFEBVRE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sorel, 28th September, 1905. 3336

PUBLIC NOTICE.

Province of Quebec, }  
District of Beauce, } *Circuit Court.—*  
County of Lake Megantic. } *Village of Megantic.*  
No. 272. }

J. A. Bernier, Plaintiff ;

vs

André L'Abbé, Defendant.  
On judgment of Honorable judge H. C. Pelletier, this 25th of September, 1905, creditors of defendant are ordered to produce their claims within fifteen days of the first insertion of present notice.

J. H. THIBODEAU,  
3364 Deputy clerk of said court.

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 126. }

The fifth day of October, 1905.  
Present : The Honorable Judge Taschereau.  
*In re* Eusebe Gibault, Saint Jerome, Absentee ;  
and

Joseph Hudon *et al.*, Petitioners.

It is ordered, on the petition of the above petitioners, that a meeting of the creditors of the above absentee be held before one of the judges of this court, in the court house, at Saint Scholastique, on twenty first day of October, 1905, at ten o'clock forenoon, to give their advice touching the appointment of a curator to the estate of the said absentee and on such other matters as may be lawfully submitted to them.

By order,  
GRIGNON & FORTIER,  
3374 Prothonotary, S. C.

Licitations

Notice is given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the fifteenth day of September, 1905, in a cause in which François Dion, gentleman, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Abondius O'Bone, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to Miss Aurélie Dion, spinster, interdicted, and Joseph Dion, absentee, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

1. A lot of land situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Devienne street, known and described as No. 411, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Saint Alexandre street, known and described as No. 229, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward—with the buildings thereon erected.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER, 1905, sitting the court, in the court room of the court house, at Montreal, room No. 31, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon ; subject to the charges, clauses and conditions

quées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Procureurs du demandeur.

Montréal, 15 septembre 1905. 3177-2  
[Première publication, 30 septembre 1905.]

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.

#### LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le vingt-deux mai mil neuf cent cinq, dans une cause dans laquelle Dame Léda Thiffault, de Saint-Thimothée, veuve de Georges Ayotte, en son vivant cultivateur, du même lieu, est Demanderesse ; et Dame Adée Ayotte, épouse de René Ricard, journalier, de Saint-Jacques des Piles, et ce dernier tant pour lui-même que pour autoriser sa dite épouse à ester en justice ; Dame Délia Ayotte, épouse de Auguste Cloutier, journalier, de Saint-Séverin, et ce dernier tant pour lui-même que pour autoriser sa dite épouse à ester en justice ; Moïse Cossette, commerçant de bois, de la paroisse de Saint-Tite, en sa qualité de tuteur à Léonard Ayotte ; J. Dessurault, forgeron, de Saint-Tite, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Napoléon Ayotte ; Philippe Duchesneau, marchand, de Saint-Tite, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Ernest Ayotte ; Edouard Paquin, cultivateur, de Saint-Thimothée, en sa qualité de tuteur à Claire Ayotte, et Joseph Jacob, agent de gare, de Saint-Tite, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Olive Ayotte, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre située dans la paroisse Saint-Thimothée, contenant le No 621 et partie du No 620, du cadastre officiel de Saint-Tite, contenant cinq arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur ; bornée au chemin public, en profondeur à la grande ligne, joignant du côté nord à Onésime Ayotte, du côté sud à Joseph Guertin—ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Trois-Rivières ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et l'adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

L. J. BLONDIN,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 20 septembre 1905 3199-2  
[Première publication, 23 septembre 1905.]

contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th September, 1905. 3178  
[First published, 30th September, 1905.]

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } Superior Court.

#### LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the twenty second day of May, one thousand nine hundred and five, in a cause in which Dame Léda Thiffault, of Saint Thimothé, widow of Georges Ayotte, in his lifetime farmer, of the same place, is Plaintiff ; and Dame Adée Ayotte, wife of René Ricard, laborer, of Saint Jacques des Piles, and the latter as well as for himself as to authorize his said wife to appear in judicial proceedings ; Dame Délia Ayotte, wife of Auguste Cloutier, laborer, of Saint Séverin, and the latter as well as for himself as to authorize his said wife to appear in judicial proceedings ; Moïse Cossette, lumber merchant, of the parish of Saint Tite, in his quality of tutor to Léonard Ayotte ; J. Dessurault, blacksmith, of Saint Tite, in his quality of tutor *ad hoc* to Napoléon Ayotte ; Philippe Duchesneau, merchant, of Saint Tite, in his quality of tutor *ad hoc* to Ernest Ayotte, Edouard Paquin, farmer, of Saint Thimothée, in his quality of tutor to Claire Ayotte, and Joseph Jacob, station agent, of Saint Tite, in his quality of tutor *ad hoc* to Olive Ayotte, are Defendants, ordering the licitation of an immoveable described as follows, to wit :

A land situate in the parish of Saint Thimothée, containing No. 621 and part of No. 620, of the official cadastre of Saint Tite, containing five arpents in width by twenty arpents in depth ; bounded by the public road, in depth by the grand line, adjoining on the north side Onésime Ayotte, on the south side Joseph Guertin—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER next, sitting the court, in the court room of the court house of the city of Three Rivers ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment must be filed within six days of the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L. J. BLONDIN,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 20th September, 1905. 3200  
[First published, 23rd September, 1905.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Joliette.*

Joliette, à savoir : } DAME ROSE GUILBAULT, Demanderesse ;  
No 3754. }  
contre DAME MARIE LOUISE PAPIN ET VIR, Défendeurs.

1° Un terrain ou emplacement situé en la ville de Joliette, de forme irrégulière et renfermé dans les limites suivantes ; borné au nord-est par le chemin de fer, au nord-ouest par les lots numéros 587-10, 587-9 et 587-27, à l'ouest par la rue McConville, et au nord-est par la rue Saint-Thomas, connu et désigné sous les Nos 587-6 et 587-5, des plans indiquant la subdivision du lot No 587, du cadastre de la ville de Joliette.

2° Un emplacement situé en la ville de Joliette, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (394), des plan et livre de renvoi officiels, contenant cinquante-sept pieds et six pouces (57 pds et 6 pcs) de front sur 191 pieds de profondeur—avec maison à deux étages et autres dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 7 octobre 1905. 3395

[Première publication, 14 octobre 1905.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ARTHUR BEAULIEU, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de AVILA BEAULIEU, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, dit district, assisté d'Aldéric Beaulieu, cultivateur, du même lieu, son conseil judiciaire, et le dit Aldéric Beaulieu partie aux présentes en sa qualité de conseil judiciaire au dit Avila Beaulieu, Défendeurs ès-noms et qualités.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Une moitié indivise d'une terre située en la Côte du Bas de Saint-Laurent, dans la paroisse de Saint-Laurent, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante-sept (367), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Laurent—et bâtisses dessus érigées ; bornée en front par le chemin du roi.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 19 septembre 1905. 3207-2

[Première publication, 23 septembre 1905.]

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Joliette.*

Joliette, to wit : } DAME ROSE GUILBAULT, Plaintiff ; against DAME MARIE LOUISE PAPIN ET VIR, Defendants.

1. A lot or land situate in the town of Joliette, of irregular form and comprised within the following limits ; bounded on the north east by the railway, on the north west by the lots numbers 587-10, 587-9 and 587-27, on the west by McConville street, and on the north east by Saint Thomas street, known and described as Nos. 587-6 and 587-5, of the plan shewing the subdivision of lot No. 587, of the cadastre of the town of Joliette.

2. A lot situate in the town of Joliette, known and described as number three hundred and ninety four (394), of the official plan and book of reference, containing fifty seven feet six inches (57 ft. 6 in.) in front by 191 feet in depth—with a two story house and other buildings thereon erected.

To be sold in the sheriff's office, in the town of Joliette, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 7th October, 1905. 3396

[First published, 14th October, 1905.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ARTHUR BEAULIEU, farmer, of the parish of Saint Laurent, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of AVILA BEAULIEU, farmer, of the parish of Saint Laurent, said district, assisted by Aldéric Beaulieu, farmer, of the same place, his judicial adviser, and the said Aldéric Beaulieu a party hereunto in his said quality of judicial adviser to the said Avila Beaulieu, Defendants in their names and qualities.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants, the following immovable, to wit :

The undivided half of a land situate in the Cote du Bas de Saint-Laurent, in the parish of Saint Laurent, known and described as number three hundred and sixty seven (367), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent—and buildings thereon erected ; bounded in front by the King's highway.

To be sold at my office, in the city of Montreal the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 19th September, 1905. 3208

[First published, 23rd September, 1905.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G**EOURGE H. W. BIRCH,  
No. 2472. } des cité et district de  
Montréal, teneur de livres, Demandeur ; contre les  
terres et tenements de DAME ELIZABETH COU-  
TURE, du village de Verdun, dans le district de  
Montréal, veuve de feu William J. Manelly, en son  
vivant du même lieu, menuisier, et les héritiers du  
dit William J. Manelly, quelconque et à quelque  
lieu qu'ils peuvent se trouver, Défendeurs, men-  
tionnés et décrits dans la cédule A. annexée au  
bref maintenant entre les mains de W. S. Walker,  
député protonotaire de la cour supérieure, district  
de Montréal, résidant dans la ville de Longueuil,  
dit district, dûment nommé curateur au délaisse-  
ment fait par les dits défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs et  
en la possession du dit curateur dûment nommé au  
délaissement fait par les défendeurs, l'immeuble  
suivant, savoir :

Un emplacement situé à Verdun, comté d'Hochelaga, district de Montréal, composé :

1° De la moitié sud-est du lot quatre mille cinq  
cent soixante (4560), des plan et livre de renvoi  
officiels de la municipalité de la paroisse de Mont-  
réal, contenant trente-cinq pieds de largeur sur  
cent trente-et-un pieds six pouces de profondeur,  
mesure anglaise ; borné au front par l'avenue Galt,  
en arrière par le lot quatre mille cinq cent soixante-  
trois (4563), du côté nord-ouest par le résidu du dit  
lot No. 4560, et du côté sud-est par le lot quatre  
mille cinq cent cinquante-neuf (4559).

2° De la moitié nord-ouest du lot numéro quatre  
mille cinq cent cinquante-neuf (4559), des plan et  
livre de renvoi officiels de la municipalité de la  
paroisse de Montréal, contenant trente-cinq pieds  
de largeur sur cent trente et un pieds et demi  
(131½) de profondeur ; borné en front par l'avenue  
Galt, en arrière par partie du lot numéro quatre  
mille cinq cent soixante et quatre (No 4564), du  
côté nord-ouest par le lot numéro quatre mille cinq  
cent soixante (No 4560), et du côté sud-est par la  
moitié sud-est du dit lot numéro quatre mille cinq  
cent cinquante-neuf (No 4559)—avec les deux  
maisons à deux étages et autres bâtisses sus-érigées  
t améliorations faites.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTO-  
BRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 20 septembre 1905.  
Shérif, 3205-2  
[Première publication, 23 septembre 1905.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**EAN-BAPTISTE OLIVIER  
No 184. } **G**AGNON ; vs CHARLES  
RENAUD, à savoir :

Le lot No 2341 D. 23 (deux mille trois cent  
quarante et un D. vingt-trois), du cadastre officiel  
pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec,  
étant un emplacement situé prolongement de la rue  
Saint-Bernard—avec les bâtisses dessus construites,  
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mou bureau en la cité de  
Québec, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE  
prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 12 octobre 1905.  
Shérif, 3425  
[Première publication, 14 octobre 1905.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G**EOURGE H. W. BIRCH,  
No. 2472. } of the city and district of  
Montreal, book-keeper, Plaintiff ; against the lands  
and tenements of DAME ELIZABETH COU-  
TURE, of the village of Verdun, in the district of  
Montreal, widow of the late William J. Manelly, in  
his lifetime of the same place, carpenter, and the  
heirs of the said William J. Manelly, whose ever  
and wherever they may be, Defendants, mentioned  
and described in the schedule marked "A" to the  
writ annexed now in the hands of W. S. Walker,  
deputy prothonotary of the superior court, district  
of Montreal, residing in the town of Longueuil,  
said district, duly appointed curator to the délaisse-  
ment made by said defendants.

Seized as belonging to the defendants and in the  
possession of the said curator duly appointed to the  
délaissement made by the defendants, the following  
immovable, to wit :

A certain emplacement situated at Verdun, county  
of Hochelaga, district of Montreal, composed :

1. Of the south east half of lot four thousand five  
hundred and sixty (4560), on the official plan and  
book of reference of the municipality of the parish  
of Montreal, containing thirty five feet in width by  
one hundred and thirty one feet six inches in  
depth, english measure ; bounded in front by Galt  
avenue, in rear by lot four thousand five hundred  
and sixty three (4563), on the north west side by  
the remainder of said lot No. 4560, and on the  
south east side by lot four thousand five hundred  
and fifty nine (4559).

2. Of the north west half of lot number four  
thousand five hundred and fifty nine (4559), on the  
official plan and book of reference of the municipi-  
ality of the parish of Montreal, containing thirty  
five feet in width by one hundred and thirty one  
and one half (131½) feet in depth ; bounded in front  
by Galt avenue, in rear by part of lot number four  
thousand five hundred and sixty four (No. 4564),  
on the north west side by lot number four thousand  
five hundred and sixty (4560), and on the south east  
side by the south east half of said lot number four  
thousand five hundred and fifty nine (No. 4559)—  
with the two story frame house thereon erected  
and other buildings and improvements thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER  
next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 20th September, 1905.  
Sheriff, 3206  
[First published 23rd September, 1905.]

## Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the  
undermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **J**EAN BAPTISTE OLIVIER  
No. 184. } **G**AGNON ; vs CHARLES  
RENAUD, to wit :

Lot No. 2341 D. 23 (two thousand three hundred  
and one D. twenty three), of the official cadastre  
for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being a  
lot situate on Saint Bernard street—with the  
buildings thereon erected, circumstances and  
dependencies.

To be sold in my office, at the city of Quebec, on  
the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next,  
at TEN o'clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 12th October, 1905.  
Sheriff, 3426  
[First published, 14th October, 1905.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Sorel, à savoir : } FREDERIC C. NASH ET AL,  
No 1579. } Demandeurs ; contre LEO-  
NARD G. J. FOSBROOKE ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Leonard G. J. Fosbrooke, l'un des dits défendeurs :

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue du Roi, étant le lot numéro mille quatre-vingt-dix-neuf (No 1099), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et douze pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue du Roi, étant le lot numéro onze cents (No 1100), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante pieds de front sur soixante et dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

3° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue du Roi, étant le lot numéro onze cent cinq (No 1105), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et six pieds de front sur trois cent cinquante-trois pieds de profondeur, le tout plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-QUATRIEME (24e) jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 20 septembre 1905. 3197-2  
[Première publication, 23 septembre 1905.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Montreal.*

Sorel, to wit : } FREDERICK C. NASH ET AL,  
No. 1579. } Plaintiffs ; against LEONARD  
G. J. FOSBROOKE ET AL, Defendants.

As belonging to Leonard G. J. Fosbrooke, one of the said defendants :

1. A piece of land situate in the city of Sorel, on King street, being lot number one thousand and ninety nine (No. 1099), of the official cadastre of the town of Sorel, of seventy two feet in front by sixty six feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the city of Sorel, on King street, being lot number eleven hundred (No. 1100), of the official cadastre of the town of Sorel, of sixty feet in front by seventy feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

3. A piece of land situate in the city of Sorel, on King street, being lot number eleven hundred and five (No. 1105), of the official cadastre of the town of Sorel, of sixty six feet in front by three hundred and fifty three feet in depth, the whole more or less, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff office of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY FOURTH (24) day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sorel, 20th September, 1905. 3198  
[First published, 23rd September, 1905.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Dans la Cour de Circuit pour le district de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } LA CORPORATION  
No 747. } DE LA VILLE DE

WINDSOR MILLS, Demanderesse ; contre DAME HENRIETTA VICTORIA LONG, Défenderesse.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Windsor Mills, dans le comté de Richmond, connu et décrit sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du village de Windsor Mills, comme lot numéro quatre cent soixante et dix-huit (478), contenant un acre en superficie, plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Georges—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 11 octobre 1905. 3325  
La publication du 7 octobre 1905, est nulle.  
[Première publication, 14 octobre 1905.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*In the Circuit Court for the district of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } THE CORPORATION  
No. 747. } OF THE TOWN OF

WINDSOR MILLS, Plaintiff ; against DAME HENRIETTA VICTORIA LONG, Defendant.

That certain piece of land situate in the town of Windsor Mills, in the county of Richmond, known and described on the official cadastral plan and book of reference of the village of Windsor Mills, as the lot number four hundred and seventy eight (478), containing one acre in superficies, more or less ; bounded in front by Saint George street—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.  
Sherbrooke, 11th October, 1905. 3326  
The publication of the 7th October, 1905, is null.  
[First published, 14th October, 1905.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **PIERRE OCTAVE**  
No 482. } **GUILLET**, De-  
mandeur ; vs **DAME THARSILE GILBERT**  
Défenderesse.

1° Une terre de trois arpents sur vingt, dans le rang des Chenaux, en la paroisse de Saint-Louis, comté de Champlain, étant le lot numéro cinq cent soixante et deux (562), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Maurice—circonstances et dépendances.

2° Une terre située au même lieu, contenant quinze arpents sur vingt, étant les lots numéros cinq cent cinquante-cinq, cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept, cinq cent cinquante-huit et cinq cent cinquante-neuf (555, 556, 557, 558 et 559), du dit cadastre de la paroisse de Saint-Maurice—avec maison, hangar, grange et étable dessus érigés, circonstances et dépendances.

3° Une terre située dans le rang Sainte-Marguerite nord-est, en la dite paroisse de Saint-Louis, contenant cent dix-huit arpents en superficie, étant le lot numéro cinq cent quarante (540), du dit cadastre de la paroisse de Saint-Maurice—circonstances et dépendances.

4° Une terre située dans le rang Sainte-Marguerite nord-ouest, en la même paroisse, de deux arpents sur vingt, étant le lot numéro cinq cent soixante et dix-huit (578), du dit cadastre de la paroisse de Saint-Maurice—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Peur être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis, le **VINGT-CINQUIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

**CHAS. DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 20 septembre 1905. 3211-2  
[Première publication, 23 septembre 1905.]

**Nominations****DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.***Nomination d'un commissaire d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par un ordre en conseil, en date du 11 octobre courant, 1905, de nommer **M. Jean Baptiste St. Aubin**, fils de **Firmin**, comme commissaire d'écoles pour la municipalité de la Côte de Notre-Dame de la Vertu, comté de Jacques-Cartier, en remplacement de **M. Nérée Cousineau**, dont le terme d'office est expiré. 3429

**Avis du Gouvernement**

**Avis public** est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix octobre 1905, incorporant **MM. Kaut Tilberg**,

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **PIERRE OCTAVE**  
No. 482. } **GUILLET**, Plain-  
tiff ; vs **Dame THARSILE GILBERT**, Defendant.

1. A land of three arpents by twenty, in the range des Chenaux, in the parish of Saint Louis, county of Champlain, being lot number five hundred and sixty two (562), of the official cadastre of the parish of Saint Maurice—circumstances and dependencies.

2. A land situate at the same place, containing fifteen arpents by twenty, being lots numbers five hundred and fifty five, five hundred and fifty six, five hundred and fifty seven, five hundred and fifty eight and five hundred and fifty nine (555, 556, 557, 558 and 559), of the said cadastre of the parish of Saint Maurice—with house, hangar, barn and stable thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A land situate in the Sainte Marguerite range, in the said parish of Saint Louis, containing one hundred and eighteen arpents in area, being lot number five hundred and forty (540), of the said cadastre of the parish of Saint Maurice—circumstances and dependencies.

4. A land situate in the Sainte Marguerite range north west, in the same parish ; of two arpents by twenty, being lot number five hundred and seventy eight (578), of the said cadastre of the parish of Saint Maurice—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis, the **TWENTY FIFTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**CHAS. DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 20th September, 1905. 3212  
[First published, 23rd September 1905.]

**Appointments****DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.***Appointment of a school commissioner.*

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 11th of October instant, 1905, to appoint **Mr. Jean Baptiste St. Aubin**, son of **Firmin**, as school commissioner for the municipality of Côte de Notre Dame de la Vertu, county of Jacques Cartier, to replace **Mr. Nérée Cousineau**, whose term of office has expired. 3430

**Government Notice**

**Public notice** is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, dated the tenth day of October, 1905, incorporating **Messrs. Knut**

de la cité de Stockholm, en Suède, capitaliste, Oscar William Nordin, Léonard W. Just et Knut Nordin, marchands de bois, de l'endroit appelé Nordin, dans la province du Nouveau-Brunswick, Henri C. Bossé, marchand à commission, et Joseph Isaac Lavery, avocat et conseil du Roi, de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir :

Tous les objets énumérés en la loi de la province de Québec, 63 Vict., ch. 33, intitulé : Lois concernant les compagnies minières et notamment les pouvoirs accordés par la section LV, de la dite loi, savoir : faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ; faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les trefres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconque ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ; acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ; construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations ; exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 5225 à 5231 des statuts refondus en la manière y prescrite ; fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ; construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ; recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débetures ou autres valeurs émis par une compagnie minière et les garder ou en disposer ; acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats, ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ; faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "The Quebec Iron Ore Company", (no personal liability), avec un fond social de cinq mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour d'octobre 1905.

3431

JOS. BOIVIN,  
Sous secrétaire de la province.

Tilberg, of the city of Stockholm, in Sweden, capitalist, Oscar William Nordin, Leonard W. Just and Knut Nordin, lumber merchants, of the place called Nordin, in the province of New Brunswick, Henri C. Bossé, commission merchant, and Joseph Isaac Lavery, advocate and King's counsel, of the city of Quebec, for the following purposes, namely :

All the objects set forth in the statute of the province of Quebec, 63 Vict., ch. 33, intitled : An act respecting mining companies and especially the powers granted by section LV, of the said act, namely : to prospect and explore for mines and minerals ; carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ; acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein ; mechanical contrivances, patent-rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent-rights connected with the aforesaid purposes ; build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ; exercise all the powers enumerated in articles 5225 to 5231 of the revised statutes in the manner therein prescribed ; manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandize, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ; build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ; receive in payment for minerals, lands, merchandize or works, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof ; acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid-up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ; do all such acts and operations as are accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, by the name of "The Quebec Iron Ore Company" (no personal liability), with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of October, 1905.

3432

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure.  
No 101.

In re Orphir Légaré, de Québec, entrepreneur,  
Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, en date du 11 octobre 1905, j'ai été nommé curateur aux biens du failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, 113, rue Saint-Pierre, Québec, sous 30 jours de cette date.

A. FAUCHER,

Curateur.

Québec, 11 octobre 1905.

3433

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } Superior Court.  
No. 101.

In re Orphir Légaré, of Quebec, contractor,  
Insolvent.

Notice is hereby given in pursuant of a judgment of this court, on the 11th of October, 1905, I have been appointed curator in this matter.

The creditors are hereby notified to file their claims at my office, 113, Peter street, Quebec, within 30 d-ys from this date.

A. FAUCHER,

Curator.

Quebec, 11th October, 1905.

3434

*District of Beauce.*

Georges Achille Fleury, de Scott Junction, a, le 6 octobre 1905, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 12 octobre 1905. 3441

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Louis C. Giguère, de Québec, marchand de fer, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 6 octobre 1905. 3437

*District of Chicoutimi.*

Stanislas Simard et Arsène Simard, de Normandin, marchands, et y faisant affaires sous les nom et raison de S. Simard & Frère, ont, le 6 octobre 1905, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 12 octobre 1905. 3439

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Joseph Hardy, de Québec, épicer, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 9 octobre 1905. 3435

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 41.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—** Dmes Brunet vs Meunier, 1436 ; Deschênes vs Côté, 1437 ; Dufresne vs Laporte, 1436 ; Fontaine dit Bienvenu vs Jeannotte dit Lachapelle, 1435 ; Guilbault vs Frigault, 1437 ; McIntyre vs Veilleux, 1435 ; Nadeau vs Choquette, 1438 ; Poissant vs Vigneux, 1436 ; Provost vs Lefrançois, 1436 ; Robert vs Chaput, 1435 ; Simoneau vs Beaudet, 1437 ; Stern vs Genser, 1436 ; Therrien vs Lachapelle, 1420 ; Vézina vs Morin, 1436.

**ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—** Dme Cinq-Mars vs Beausoleil, 1437.

**ANNONCEURS :—** Avis aux :— Concernant avis, etc., 1428.

**AVIS :—** Conseil municipal du comté de Chicoutimi, 1430 ; Masonic Mutual Relief Association, 1435.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—** Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1431 ; Conseil législatif, 1430.

*District of Beauce.*

Georges Achille Fleury of Scott Junction, has, on the 6th of October, 1905, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.  
Quebec, 12th October, 1905. 3442

Notice is given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Louis C. Giguère, of Québec, hardware merchant, insolvent.

Creditors of said insolvent are required to file their claims duly attested, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Québec, 6th October, 1905. 3438

*District of Chicoutimi.*

Stanislas Simard and Arsène Simard, of Normandin, merchants, and doing business under the name and style of S. Simard & Frère, have, on the 6th of October, 1905, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court, for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,  
Quebec, 12th October, 1905. 3440

Notice is given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Joseph Hardy, of Québec, grocer, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Quebec, 9th October, 1905. 3436

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 41.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—** Dmes Brunet vs Meunier, 1436 ; Deschênes vs Côté, 1437 ; Dufresne vs Laporte, 1436 ; Fontaine dit Bienvenu vs Jeannotte dit Lachapelle, 1435 ; Guilbault vs Frigault, 1437 ; McIntyre vs Veilleux, 1435 ; Nadeau vs Choquette, 1438 ; Poissant vs Vigneux, 1436 ; Provost vs Lefrançois, 1436 ; Robert vs Chaput, 1435 ; Simoneau vs Beaudet, 1437 ; Stern vs Genser, 1436 ; Therrien vs Lachapelle, 1420 ; Vézina vs Morin, 1436.

**ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—** Dme Cinq-Mars vs Beausoleil, 1437.

**ADVERTISERS :—** Notice to :— Respecting notices, &c., 1428.

**NOTICES :—** Municipal council of the county of Chicoutimi, 1430 ; Masonic Mutual Relief Association, 1435.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—** Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1431 ; Legislative Council 1438.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—  
The Centaur Company, 1427 ; The B. Greening  
Wire Coy, 1428.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Dme Susan et al,  
1434 ; La ville de Montréal et la Cie du chemin  
de fer du Pacifique, 1434.

FAILLIS :—Daoust, 1439 ; Daunais, 1438 ; Fleury,  
1447 ; Giguère, 1447 ; Hardy, 1447 ; Lachance,  
1439 ; Lanier, 1438 ; Lechasseur, 1438 ; Lé-  
garé, 1446 ; Markus et al, 1438 ; Simard &  
Frère, 1447.

LETTRES PATENTES :—J. Christin & Co, 1429 ; La  
Cie commerciale de Sainte-Flavie Station,  
1429 ; La Cie d'éclairage de Boucherville,  
1428 ; The Quebec Iron Ore Coy, 1445.

MEMBRE ÉLU :—District électoral de Montréal,  
division No 4, 1423.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demandes d'annexer ou  
d'ériger, etc. :—Sainte-Florence de Beauvillage,  
comté de Matane, 1447 ; Village Saint-Bazile,  
comté de Portneuf, 1427.

NOMINATIONS :—Greffier, cour de magistrat, cour  
de circuit, comté de Stanstead, 1424.  
Commissaires d'écoles :—Lévis, 1424 ; Québec,  
1424 ; Côte de Notre-Dame de la Vertu, 1445.  
Juge de paix :—District de Montréal, 1423.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—  
Par Georges St. Pierre, 1396 ; Par J. A. Beau-  
champ, 1430.

PROCLAMATIONS —Convocation des chambres, 1424 ;  
Jour d'actions de grâces, 1425 ; Jour d'actions  
de grâce, 1425.

RÈGLES DE COUR :—Bernier vs Labbé, 1440 ; Géli-  
neau vs Lefebvre, 1440.

RÉSOLUTION :—Conseil municipal du comté de  
Montcalm, 1434.

VENTE DE FAILLITE :—Beaudet, 1439.

VENTE PAR LICITATION :—Dion vs O'Borne ès-qual  
et al, 1440 ; Thiffault vs Dme Ayotte et al,  
1441.

#### VENTES PAR LES SHERIFFS

JOLIETTE :—Guilbault (Dme) vs Dme Papin et  
vir, 1442.

MONTRÉAL :—Beaulieu vs Beaulieu et al ès-qual,  
1442 ; Birch vs Dme Couture et al, 1443.

QUÉBEC :—Gagnon vs Renaud, 1443.

RICHELIEU :—Nash et al vs Fosbrooke et al,  
1444.

SAINT-FRANÇOIS :—La corporation de la ville de  
Windsor Mills vs Dme Long, 1444.

TROIS-RIVIÈRES :—Guillet vs Dme Gilbert, 1445.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :— The  
Centaur Company, 1427 ; The B. Greening  
Wire Coy, 1428.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :— Dme Susan  
et al, 1434 ; The town of Montreal and the  
Canadian Pacific Railway Coy, 1434.

INSOLVENTS :— Daoust, 1439 ; Daunais, 1438 ;  
Fleury, 1447 ; Giguère, 1447 ; Hardy, 1447 ;  
Lachance, 1439 ; Lanier, 1438 ; Lechasseur,  
1438 ; Légaré, 1446 ; Markus et al, 1438 ;  
Simard & Frère, 1447.

LETTERS PATENT :—J. Christin & Co, 1429 ; La  
Cie commerciale de Sainte Flavie Station,  
1429 ; La Cie d'éclairage de Boucherville,  
1428 ; The Quebec Iron Ore Coy, 1445.

MEMBER ELECTED :—Electoral district of Montreal,  
division No. 4, 1423.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Applications to annex or  
to erect, &c. :—Sainte Florence de Beauvi-  
lage, county of Matane, 1447 ; Village Saint  
Bazile, county of Portneuf, 1427.

APPOINTMENTS :— Clerk of Magistrate's court,  
circuit court, county of Stanstead, 1424.  
School commissioners :— Lévis, 1424 ; Québec,  
1424 ; Côte de Notre Dame de la Vertu, 1445.  
Justices of the peace :—District of Montreal,  
1423.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—  
By Georges St. Pierre, 1396 ; By J. A. Beau-  
champ, 1430.

PROCLAMATIONS :— Parliament convoked, 1424 ;  
Thanksgiving day, 1425 ; Thanksgiving day,  
1425.

RULES OF COURT :—Bernier vs Labbé, 1440 ; Géli-  
neau vs Lefebvre, 1440.

RESOLUTION :—Municipal council of the county of  
Montcalm, 1444.

INSOLVENT SALE :—Beaudet, 1439.

SALE BY LICITATION :— Dion vs O'Borne ès-qual  
et al, 1440 ; Thiffault vs Dme Ayotte et al, 1441.

#### SHERIFFS' SALES.

JOLIETTE :—Guilbault (Dme) vs Dme Papin et  
vir, 1442.

MONTRÉAL :—Beaulieu vs Beaulieu et al ès-qual,  
1442 ; Birch vs Dme Couture et al, 1443.

QUÉBEC :—Gagnon vs Renaud, 1443.

RICHELIEU :—Nash et al vs Fosbrooke et al,  
1444.

SAINT FRANCIS :—The corporation of the town of  
Richmond vs Dme Long, 1444.

THREE RIVERS :—Guillet vs Dme Gilbert, 1445.

OK